

D^r MOURAD PREURE, EXPERT PÉTROLIER

«Notre efficacité énergétique»

Expert pétrolier international, membre de clubs internationaux de prospective énergétique, président de la Commission stratégie au sein du CNC-PME, le Dr Mourad Preure a été stratège et animateur du processus de modernisation de Sonatrach dans les années 1990 et conseiller chargé de la prospective, de la stratégie et du développement technologique au sein de la Sonatrach jusqu'en 2002. Dans cet entretien qu'il nous accorde, il passe en revue la crise pétrolière et les dangers qu'elle présente, dans les prochaines années sur l'économie nationale. Il a également tiré la sonnette d'alarme s'agissant de la politique énergétique telle que pratiquée présentement par notre pays.

Entretien réalisé par
Fatma Haouari

Le Soir d'Algérie : Les prix du pétrole se sont effondrés subitement après avoir atteint des niveaux très élevés. Comment expliquez-vous l'évolution du marché pétrolier ?

Dr Mourad Preure : Les prix du pétrole ont connu une baisse spectaculaire le deuxième semestre 2008. En proportion, elle reste un record historique puisque les prix ont été divisés par plus de trois en quatre mois. Nous les voyons aujourd'hui se traînant autour des 40 dollars le baril, ce qui les place, en termes constants, en deçà de leur niveau de 1986 où l'industrie avait vécu un véritable choc baissier. Cependant, ce que nous vivons aujourd'hui ne peut être qualifié de choc baissier. Il s'agit d'une anomalie dans l'évolution historique des prix et dont les effets risquent d'être désastreux pour l'industrie pétrolière.

La crise financière qui couve depuis 2007 a atteint l'économie réelle et agit sur l'industrie pétrolière de deux façons : du fait que les marchés pétroliers sont interconnectés avec les marchés financiers, les opérateurs sur ces marchés, en mal de liquidités, déboulent leurs positions dans la précipitation ; d'autre part, les spéculateurs qui ont porté les prix à leur niveau historique de juillet 2008 anticipent une longue récession et une forte baisse de la demande. L'économie réelle ayant été atteinte sévèrement par la crise financière (les grands pays de l'OCDE sont tous en récession alors que les pays émergents revoient à la baisse leurs taux de croissance), la demande pétrolière a fortement baissé.

Alors qu'elle a connu une croissance en moyenne de 1.6 Mbj ces dernières années, la demande a enregistré en 2008 sa première baisse depuis 1983. Pour 2009, il y a une grande incertitude et les prévisions sont pessimistes (entre 500 000 bjr pour l'Opep et 0 Mbj pour le DOE américain). Vous voyez que la situation est singulière. Elle se résume ainsi : nécessité de prix élevés pour permettre les investissements nécessaires pour satisfaire la demande future alors que les prix aujourd'hui sont près de 20 dollars en moyenne en dessous du coût marginal. Il est évident que, de ce fait, mais aussi à cause du crédit crunch, les investissements pétroliers de

développement sont gravement compromis.

D'autre part, les pétroles non conventionnels comme les sables asphaltiques de l'Alberta, les bruts lourds de l'Orénoque, voire les biocarburants, ne peuvent plus être produits dans des conditions économiques.

Pourtant les prix ne repartent pas. Comment expliquez-vous cela, et pensez-vous que l'Opep ait le pouvoir et la volonté de stabiliser le marché ?

L'annonce de la baisse décidée le 17 décembre à Oran s'est faite simultanément avec celle de la hausse des stocks américains ainsi que la baisse de la demande en fioul dans ce pays. Et vous savez, le marché est beaucoup plus sensible aux mauvaises nouvelles qu'aux bonnes. Le marché est excessivement focalisé sur la destruction de demande. D'autre part, la Russie n'a pas envoyé le signal attendu en baissant significativement sa production. L'annonce de la baisse de l'Azerbaïdjan (300 000 bjr) n'a pas suffi. Je pense aussi qu'on a exagéré l'importance de la participation russe à la conférence d'Oran et nourri des attentes peu réalistes.

Mais il faut tout de même relativiser les choses. L'Opep représente 44% de la production et plus des deux tiers des réserves mondiales et ne se trouve plus dans la même situation que lors des chocs baissiers de 1986 et 1998. Elle est sortie du dilemme défense des prix/défense des parts de marchés car la production Nopec, en phase de déclin structurel, ne constitue plus une alternative sérieuse à la production Opep. Celle-ci a un pouvoir de négociation beaucoup plus fort que lors des précédents chocs baissiers. Il faut cependant que le premier des membres de l'Opep, soit l'Arabie Saoudite, prenne conscience de la nécessité d'une action concertée de tous pour réduire résolument l'offre à court terme, sans cela nous allons au désastre.

La situation actuelle du marché affecte sévèrement l'organisation, même si les pays à réserves longues comme l'Arabie Saoudite peuvent trouver à se réjouir de ce que les sources alternatives au pétrole Opep soit pénalisées par ce niveau de prix, ce qui me semble une erreur. Il reste que la situation a atteint un tel niveau qu'une action résolue semble possible aujourd'hui.

La baisse de 1.5 Mbj décidée



«Tout doit être fait pour renforcer et consolider Sonatrach.»

en novembre n'avait pas suffi à orienter les prix à la hausse, c'est aussi que cette baisse n'a été réalisée par les pays de l'Opep que pour les deux tiers seulement. La grande question est la discipline des pays de l'Opep et leur respect des quotas décidés. Le marché ne peut pas se suffire d'énoncés de principe. Il faut des signaux forts. Une baisse totale de 4.2 Mbj est déjà un pas important fait par l'organisation. Il faut cependant aller plus loin tant que l'excédent de stocks disponibles qui pèse sur les prix et qui est de cinq jours de consommation sans compter les stocks se trouvant en mer dans les bateaux, n'est pas résorbé. Ce qui suppose un effort sérieux de discipline de l'Opep pendant au moins trois mois et pour un volume dépassant ces 4.2 Mbj déjà décidés.

Peut-être encore un à deux millions de barils par jour. Cela suppose une évolution radicale de l'organisation alors que les capacités non utilisées s'accroissent et pèseront sur les prix. Il faut souhaiter une intervention résolue et donc avec un effet rapide qui se traduira très vite par un accroissement des recettes d'exportation de ces pays. Sinon l'indiscipline menace et avec elle le chaos. D'autre part, un autre signal fort serait l'implication des grands pays producteurs hors Opep comme la Russie et le Mexique. On peut penser que ces pays (surtout la Russie qui a de forts besoins de financement et a gravement souffert de la crise financière) sont mûrs eux aussi pour une action concertée pour réduire la production et relever les prix. Il faut cependant bien définir le cadre de leur partenariat avec l'Opep pour lui donner le maximum de chances de réussite. Un travail doit aussi être fait envers les compagnies pétrolières internationales. Il faut souligner que les compagnies pétrolières ne trouvent pas leur compte dans cette situation et convergent vers un consensus où le niveau de prix optimum est de 60 à 80 dollars le baril. Mon sentiment est que nous sommes près d'un compromis.

Pour l'heure, le baril reste dans la zone des 40-50 dollars, ce qui est un niveau excessive-

ment bas, et il n'y a aucun signe de retournement de tendance à court terme. En dessous de 40 dollars, l'offre va s'effondrer très vite. Je pense malheureusement que le sentiment baissier continuera à exercer une pression sur les prix en 2009. Le marché a besoin de signaux forts de l'Opep. Et ces signaux doivent s'articuler autour d'une vision claire et cohérente qui incitera les autres acteurs à coopérer avec l'Opep.

Quel futur voyez-vous pour l'industrie pétrolière ?

Le grand danger est que, contrairement aux apparences, cette baisse dissimule un choc haussier structurel, ce qui rend encore plus complexe l'évolution erratique actuelle du marché pétrolier qui n'est plus prévisible du tout. Et l'on sait combien les tensions entre tendances opposées sont porteuses de risques de déflagration. En effet, il y a, toutes choses égales par ailleurs, un déficit structurel d'offre à long terme par rapport à l'évolution de la demande portée par les pays émergents et le secteur des transports.

Alors que le peak oil est une réalité et que les plus grands gisements dans le monde sont en phase de déclin, Ghawar en Arabie Saoudite, Cantarell au Mexique et Daqin en Chine, Burgan au Koweït, il apparaît de plus en plus que le modèle de consommation énergétique occidental n'est pas soutenable sur le plan environnemental, mais plus encore, n'est pas généralisable à la planète, surtout pas aux pays émergents qui ont pourtant les moyens d'y accéder à terme. Il devient clair que la marge d'augmentation de la production mondiale ne peut pas dépasser 20 Mbj (millions de barils par jour). Les projections faites par l'AIE pour 2030 sont régulièrement revues à la baisse.

Le dernier World Energy Outlook les estime à 107 Mbj. Les investissements prévus pour atteindre cet objectif sont de 350 milliards de dollars par an d'ici 2030, soit au total 8 400 milliards de dollars, alors que le secteur de l'énergie dans son ensemble nécessitera lui 26 000 milliards

de dollars d'investissement. Le consensus des experts pense que nous sommes entrés dans une période de prix élevés, qui ne cesseront d'augmenter à mesure que les réserves s'épuisent et nécessitent plus de technologie et de capitaux.

Mais les perspectives économiques mondiales ne prêtent pas à l'optimisme. Une récession dans les principaux pays OCDE, la perte de deux points de croissance pour les pays qui tiraient la croissance mondiale (Chine, Inde). Depuis les 5% de croissance l'an, les cinq dernières années, nous passons à 2.5% en 2008 et vraisemblablement à près de 1% pour 2009. Dans le meilleur des cas, la récession durera toute l'année 2009, dans le pire, elle s'étendra jusqu'au premier semestre 2010.

La demande pétrolière ne peut que s'affaiblir et avec elle les prix. Combien durera la récession dépendra de l'accord qui s'établira entre grandes puissances sur les mécanismes de régulation de la sphère financière, c'est-à-dire en fait sur un leadership mondial. Mais aussi, on tend à le négliger en ces temps de tourmente boursière, la nécessaire régulation des marchés pétroliers, qui ont développé des instruments de couverture contre le risque et de spéculation d'une trop grande complexité, et se sont eux aussi déconnectés avec l'économie réelle. En l'espèce, cela peut être dangereux car l'industrie pétrolière est une industrie de long terme et qui a besoin de visibilité. Nous le voyons bien aujourd'hui où l'économie mondiale est sur une poudrière. L'AIE, par la voix de son chef économiste, M. Birol, s'inquiète de l'impact des prix actuels sur l'investissement pour répondre à une demande structurellement orientée à la hausse. Je pense que la demande repartira en 2010, peut-être même le dernier trimestre 2009. Je crains que nous ne connaissions en 2010 - 2011 un violent choc pétrolier dû au double effet d'une demande dynamique (double effet de l'accroissement des besoins des pays émergents qui subissent moins la crise actuelle. Du fait de l'importance de leur marché intérieur des biens et services, et d'autre part, le relâchement des économies d'énergie dans les pays OCDE du fait des prix bas) et d'une offre qui ne sera pas au rendez-vous pour les raisons que l'on a évoquées plus haut. L'équilibre à long terme s'établirait avec un prix du baril qui fluctuerait autour d'un pivot de 80 dollars (constants). Il faut qu'un consensus s'établisse sur des mécanismes du marché plus transparents et une régulation qui permette l'atteinte d'un tel objectif. La singularité de la situation présente est que la crise financière masque une crise pétrolière structurelle et qui est, elle, une crise haussière.